



RÉNDU EXECUTOIRE LE

12 JAN. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 29/12/2022

Reçu en préfecture le 29/12/2022

Publié le

**SLO**

ID : 086-228600011-20221227-23\_A\_SE\_0132-AR

**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0132**

du **27 DEC. 2022**

*DGAS*

*Service des Etablissements*

*39 rue de Beaulieu*

*86034 POITIERS CEDEX*

fixant à compter de 2023

le tarif hébergement pour les bénéficiaires de  
l'aide sociale à la Résidence Autonomie

« Geneviève Pénicault » d'Availles-Limouzine  
gérée par le CCAS d'Availles-Limouzine

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne du 27 août 2021  
portant habilitation partielle de la Résidence Autonomie « Geneviève Pénicault » d'Availles-  
Limouzine à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

VU la convention n° 2021-C-DGAS-DHV-SE-0019 du 06 octobre 2021  
relative à l'habilitation partielle de la Résidence Autonomie « Geneviève Pénicault »  
d'Availles-Limouzine à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

VU la délibération de l'Assemblée Départementale du 16 décembre 2022 relative  
à l'adoption du Budget Primitif 2023 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** Le tarif journalier relatif à l'hébergement des personnes âgées,  
remboursable à la Résidence Autonomie « Geneviève Pénicault » d'Availles-Limouzine pour  
les bénéficiaires de l'aide sociale départementale est fixée, **à compter de 2023, à 40,60 €.**

**ARTICLE 2 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé  
auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa  
notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le  
site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal  
Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel  
de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois  
à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à  
l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par  
l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être  
présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et  
organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département  
[lavienne86.fr](http://lavienne86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification  
Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de  
Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

Envoyé en préfecture le 29/12/2022

Reçu en préfecture le 29/12/2022

Publié le

**SLO**

ID : 086-228600011-20221227-23\_A\_SE\_0132-AR

**ARTICLE 3** : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **27 DEC. 2022**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON